



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°4 – 23 au 27 janvier 2023

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe :** La Banque Africaine de développement prévoit une croissance de 2,3% en Afrique Australe pour 2023
- **Afrique du Sud :** La Banque centrale augmente son taux directeur de 0,25 point
- **Afrique du Sud :** Le Rand sud-africain se déprécie dans un contexte d'incertitudes non apaisé par la hausse des taux annoncée par la SARB
- **Afrique du Sud :** Le nombre de compagnie en liquidation augmente en fin d'année 2022 (*StatsSA*)
- **Afrique du Sud :** Un nouvel appel d'offres prévu pour 513 MW de stockage par batteries
- **Afrique du Sud :** Le ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie défend l'utilisation de centrales à gaz embarquées
- **Afrique du Sud :** L'inflation des prix à la production diminue pour le sixième mois consécutif (*StatsSA*)
- **Afrique du Sud :** Le câble sous-marin 2Africa de Meta est arrivé dans le Cap-Oriental
- **Afrique du Sud :** Transnet annonce un programme d'émissions d'obligations en dollars à hauteur 6 Mds USD
- **Afrique du Sud :** L'industrie sucrière prévoit des pertes de 723 M ZAR (39 M EUR) en 2023
- **Angola :** La banque centrale baisse son taux directeur de 1,5 point à 18%
- **Angola :** Mise hors service du champ pétrolier de Dalia dans le bloc en mer 17
- **Angola :** Le gouvernement s'est engagé à utiliser 77% des énergies renouvelables d'ici 2025
- **Mozambique :** L'inflation baisse pour le quatrième mois consécutif

Zoom sur... Le plan d'atténuation de City Power

La maire de Johannesburg a dévoilé la « Stratégie d'énergie durable » du distributeur public d'électricité City Power qui vise à réduire le niveau des délestages dans la ville et la dépendance de la ville à Eskom. La stratégie consiste en la mise en place de 500 MW de capacités supplémentaires à partir de sources d'énergie diversifiées (solaire, gaz, stockage par batterie, méthanisation) ce qui permettrait d'éviter les délestages jusqu'au niveau 5. Parmi les premières mesures, la ville envisage de remettre en service deux centrales à gaz, de 74 MW de capacité chacune. La mise en place de système d'onduleurs qui permettent de réguler les produits énergivores pourrait également faire économiser à la ville 80 MW de capacité. La stratégie se fonde sur une gestion adaptée des coupures d'électricité, en réduisant de manière mesurée mais constante la consommation d'énergie plutôt qu'en coupant totalement le courant sur une durée limitée. La stratégie annoncée n'est toutefois pas encore financée et la maire de Johannesburg espère attirer les organisations de développement et investissements privés pour le financer. Les coupures d'électricité à répétition pèsent sur l'ensemble du pays et particulièrement sur certaines grandes villes comme Johannesburg qui représente 16% du PIB de l'Afrique du Sud et 40% de l'économie de la province du Gauteng.

Afrique australe

La Banque Africaine de développement prévoit une croissance de 2,3% en Afrique Australe pour 2023

Dans le cadre de son rapport annuel *Africa's Macroeconomic Performance and Outlook*, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a mis à jour ses analyses et prévisions de croissance pour les années 2022 et 2023. La Banque prévoit une croissance de 3,8% en 2022 et de 4% en 2023 sur le continent. L'Afrique australe apparaît comme la région la moins dynamique (+2,5% en 2022 et 2,3% en 2023), pénalisée notamment par l'Afrique du Sud (+1,9% en 2022 et +1,4% pour 2023), dont la croissance serait la plus faible du continent après la Guinée-Equatoriale et le Sud-Soudan (pays en récession). La croissance du pays, traditionnellement portée par les investissements, pâtit d'un reflux des capitaux étrangers, qui se sont orientés vers des investissements moins risqués et de meilleure qualité au cours de l'année 2022. En 2023, la BAfD anticipe une croissance de 2% (-1 point par rapport à 2022) pour le Lesotho, qui sera affecté par les mauvaises performances de son voisin, tandis que le Mozambique devrait bénéficier de la meilleure croissance de la région (+5%, soit +1,2 point), en lien avec la reprise prévue des

exploitations gazières dans le Cabo Delgado. De même l'Angola bénéficiera des cours élevés du pétrole (3,3%, soit +0,4 point). La croissance devrait en revanche ralentir au Botswana, en Namibie et au Zimbabwe (+3,9%, +2,6%, et +2,8%, soit -0,3, -0,4, et -0,2 points). Elle devrait enfin atteindre respectivement 2,7% et 4% (soit +1,9 et +0,9 points) au Malawi et en Zambie, malgré des difficultés structurelles persistantes.

Afrique du Sud

La Banque centrale augmente son taux directeur de 0,25 point (SARB)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*) a rehaussé son taux directeur de 0,25 point à 7,25% lors de sa réunion du 26 janvier. Il s'agit de la huitième hausse consécutive depuis novembre 2021 (soit +3,75 points au total). La décision, prise à trois voix contre deux (en faveur d'une hausse plus marquée de 0,5 point), est inférieure au consensus des économistes (qui anticipaient une hausse de 0,5 point). Elle s'inscrit dans un contexte mondial de durcissement des politiques monétaires. La SARB justifie sa décision par le niveau élevé de l'inflation (6,9% en 2022 et même 7,4% au quatrième trimestre), qui s'inscrit durablement au-dessus de sa fourchette

cible (3 à 6%). Elle mentionne également la baisse de la demande mondiale et la volatilité des cours des matières premières, qui constituent des facteurs d'incertitude. Selon le gouverneur de la SARB, Lesetja Kganyago, cette décision permet d'encourager la demande de crédit sans modifier les prévisions d'inflation de 2023, maintenues à 5,4% (avec une inflation-cœur à 5,2%). A noter que la SARB a revu ses prévisions de croissance significativement à la baisse depuis son dernier Comité de politique monétaire du mois de novembre (-0,8 point à +0,3%), en raison de l'intensification des délestages électriques qui contraignent fortement la production. Les marchés ont réagi favorablement à cette annonce, qui permet de limiter l'inflation des coûts de production, et l'indice *All Share* de la JSE (*Johannesburg Stock Exchange*) a progressé de 0,98% sur une journée, portant son total à 80 508,97 points à sa clôture le jeudi soir.

Le Rand sud-africain se déprécie dans un contexte d'incertitudes non apaisé par la hausse des taux annoncée par la SARB

Le Rand sud-africain s'est déprécié face à l'USD pour atteindre la parité de 17,245 le 27 janvier contre 16,81 le 13 janvier (-2,6%). La monnaie sud-africaine est ainsi la troisième monnaie la moins performante sur le marché des devises des pays émergents par rapport à l'USD (baisse de -10,4% en glissement annuel). Le Rand, contrairement aux autres devises, n'a en effet pas réussi à profiter de l'affaiblissement de l'USD, suspendu à la prochaine décision de la Fed quant au maintien ou non du niveau de son taux directeur. La dégradation est ainsi plus marquée face à l'euro (-2,8% à 18,737, soit son niveau le plus bas depuis janvier 2021). La dégradation, déjà amorcée avant la réunion du Comité de politique monétaire de la SARB, s'est poursuivie après l'annonce de la décision de l'institution monétaire d'augmenter son taux directeur de 0,25 point (contre une hausse attendue de 0,5 point). L'intensification des délestages, les faibles prévisions de croissance, le niveau élevé de l'inflation et l'approche des élections ont entamé la confiance des investisseurs, qui se sont orientés vers des investissements de meilleure qualité dans un contexte de resserrement des

conditions financières et de durcissement des politiques monétaires.

Le nombre de compagnie en liquidation augmente en fin d'année 2022 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques *StatsSA*, le nombre de compagnie en cours de liquidation (875, contre 816 à la même période de l'an dernier) a augmenté de 6,7% en glissement annuel au quatrième trimestre. Le mois de décembre est particulièrement affecté, avec 159 liquidations contre 122 l'année précédente, soit une augmentation de +33%. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et des services aux entreprises d'une part, et du commerce, de la restauration et de l'hébergement d'autre part (respectivement 55 et 32 liquidations en décembre). A l'inverse, le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau est relativement épargné (aucune liquidation en décembre, et seulement sept sur l'année 2022). Cette aggravation en fin d'année s'explique par l'intensification des délestages électriques et les conséquences persistantes du Covid qui avait vu un fort endettement des entreprises, ainsi que par le contexte d'inflation élevée. Sur l'ensemble de l'année 2022, le nombre de liquidations (1091, dont 952 volontaires - un nombre stable par rapport à 2021, et 139 résultant de décisions de justice - en hausse de 32%) est en diminution (-1,3%) par rapport à l'année précédente (1 057).

Un nouvel appel d'offres prévu pour 513 MW de stockage par batteries

Le bureau des producteurs indépendants d'électricité (IPP Office) a annoncé lancer dans peu de temps un appel d'offres pour 513 MW de capacité de stockage par batteries. A cela s'ajoute un autre projet de stockage de 1200 MW porté par l'IPP Office en 2023, qui devrait permettre 1700 MW de stockage supplémentaire par batteries cette année. Ces annonces de Bernard Magoro, directeur de l'IPP, ont eu lieu alors que le bureau s'apprête à publier le septième appel d'offres (BW7) du Programme d'approvisionnement des producteurs indépendants d'énergie renouvelable (REIPPPP). Pour rappel, BW7 fera suite à BW6, guichet auquel 56 offres de projets éoliennes et solaires

avaient été souscrits. Le gouvernement n'avait finalement sélectionné que cinq projets solaires d'une capacité combinée de 860 MW. Il avait à l'origine prévu d'allouer 1 GW d'énergie solaire et 3,2 GW d'énergie éolienne mais le manque de capacité de transmission sur le réseau national l'en avait empêché. En parallèle, l'IPP prévoit de lancer un appel d'offres de 3 GW concernant des projets gaziers et dit travailler avec Transnet pour utiliser les infrastructures portuaires afin d'approvisionner le pays en gaz naturel liquéfié.

Le ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie défend l'utilisation de centrales à gaz embarquées

Le ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie soutient le partenariat avec l'entreprise turque Karpowership. L'entreprise, qui fournirait trois centrales électriques à gaz embarquées sur ses navires, s'était déjà vu attribuer trois projets dans le cadre programme d'approvisionnement d'urgence en électricité du gouvernement en 2021, à hauteur de 2 GW, mais n'avait pas atteint la clôture financière notamment à cause de la longévité du projet qui était établi sur 20 ans. Le ministre a défendu ce partenariat en proposant de réduire de moitié la durée du contrat, bien que cela soit plus coûteux pour l'Afrique du Sud. Selon le ministre, l'importation d'électricité est une des principales réponses pour résoudre la crise énergétique que traverse le pays. A cette solution s'ajoute la nécessité de mettre en service des centrales à gaz, d'améliorer les capacités de production et la maintenance des parcs existants et de diversifier les compétences au sein de d'Eskom.

L'inflation des prix à la production diminue pour le sixième mois consécutif (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'indice des prix à la production a atteint +13,5% en glissement annuel au mois de décembre, après +15% au mois de novembre. L'indice poursuit ainsi sa baisse pour le sixième mois consécutif. Les postes qui ont le plus contribué à cette hausse sont le poste « coke, pétrole, produits chimiques, caoutchouc et plastique » (+24,5%, soit une contribution

positive de 6,4 points), le poste « produit alimentaires, boissons et tabacs » (+10,1%, soit +2,6 points) et le poste « métaux, machines, équipements et matériel informatique » (+9,2%, soit +1,4 point). Les produits manufacturés intermédiaires enregistrent la plus faible inflation en glissement annuel (+8%), contrairement aux produits miniers (+27,3%).

Transnet annonce un programme d'émissions d'obligations libellées en dollars à hauteur 6 Mds USD

La société de transports publics a annoncé un programme d'investissement pour l'extension de deux ports et l'achat de locomotives d'un montant total de 6 Mds USD, financé par l'émissions d'euro-obligations. Ce programme d'investissement, d'une durée de cinq ans, vise notamment à l'achat de locomotives, l'extension des ports de Durban et de Richards Bay et la construction d'un poste d'amarrage pour la manutention du gaz naturel liquéfié (GNL). La faiblesse du réseau ferroviaire et la congestion des ports sud-africains ont été fortement critiquées par les groupes miniers, qui pâtissent des difficultés logistiques du transport des minerais. Transnet espère à travers ce projet relancer le trafic minier. Le secteur du charbon avait notamment été particulièrement touché avec 33% de locomotives opérationnelles en moins entre 2017/2018 et 2020/2021.

Le câble sous-marin 2Africa de Meta est arrivé dans le Cap-Oriental

Vodacom renforce son infrastructure télécoms à haut débit avec l'installation du plus long câble sous-marin du monde, soutenu par le groupe Meta (ex-Facebook). Ce câble sous-marin de fibre optique permettra d'améliorer la connectivité internet haut débit dans le pays, en zones urbaines et rurales. 2Africa vise également à relier l'Afrique, l'Asie et l'Europe, grâce à son arrivée en Afrique du Sud, et sa mise en service complète est prévue pour la fin d'année 2023. Ce projet fait suite à celui de MTN Global Connect qui a posé un système de câble dans le Cap-Occidental fin 2022 et celui de Google opéré par Telkom. Selon les estimations du RTI international, le projet 2Africa devrait avoir un

impact économique sur le pays pouvant atteindre 37 Mds USD, grâce à l'amélioration des services télécoms nationaux et la baisse des coûts liés à la mise en service du câble. Pour rappel, le nombre de foyers raccordés à la fibre est passé de 31,8k en 2015 à 1,38 M en 2021, une augmentation de 3500%.

L'industrie sucrière prévoit des pertes de 723 M ZAR (39 M EUR) en 2023

Les prévisions de SA Canegrowers, association de producteurs de la filière sucrière, montre que le délestage continu aux stades 4 à 6 coûtera aux producteurs plus de 723 M ZAR (39 M EUR). Les délestages touchent 1135 producteurs irrigués qui produisent au total 34% de la canne à sucre sudafricaine. Les problèmes d'irrigation liés aux délestages vont obliger les producteurs à dépenser près de 190 M ZAR (10 M EUR) supplémentaires en énergie afin de continuer à opérer pendant les périodes de forte demande. En effet, les producteurs pouvaient auparavant bénéficier de tarifs avantageux en irriguant leurs plantations durant les périodes de faible demande. Désormais, ils doivent se contraindre aux périodes de disponibilité de l'électricité quels que soient les niveaux de la demande et des prix. Outre l'augmentation du coût de l'énergie, les producteurs sont également confrontés à des pertes de rendement liées à la discontinuité des heures d'approvisionnement en énergie - six heures d'énergie continue étant nécessaires en pour une irrigation adéquate. En raison de l'intermittence de l'alimentation électrique, perturbant l'irrigation, les producteurs irrigués perdront jusqu'à 40% de capacité en eau. A noter qu'une aggravation de la situation vers les stades de niveaux 6 à 8 pourrait coûter à l'industrie plus de 1,8 Mds ZAR (96 M EUR). Pour rappel, les délestages s'additionnent aux autres difficultés que rencontre l'industrie sucrière, notamment la mise en place d'une taxe sur le sucre (Health Promotion Levy) et la procédure volontaire de sauvetage du Tongaat Hulett, géant de l'industrie.

Angola

La banque centrale baisse son taux directeur de 1,5 point à 18%

Le 20 janvier, le comité de politique monétaire de la Banque centrale angolaise (*Banco de Angola*) a décidé de baisser son taux directeur de 19,5% à 18%. L'institution monétaire justifie sa décision par la baisse des pressions inflationnistes observée tout au long de l'année 2022. En décembre, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 13,9%, bien en-deçà de l'objectif fixé à 18%, et après cinq années d'une inflation supérieure à 25%. Elle devrait atteindre entre 11% et 12% en 2023, le Ministère des Finances ayant tablé sur une progression des prix de 11,1 % dans son budget 2023. La prochaine réunion de ce comité se tiendra le 21 mars 2023.

Les exportations de pétrole brut ont atteint 7,7 Mds USD au dernier trimestre de 2022

Le secrétaire d'Etat au Pétrole a annoncé mardi que l'Angola avait exporté 89,2 millions de barils de pétrole brut au quatrième trimestre 2022, pour un montant de 7,7 Mds USD. Sur l'ensemble de l'année 2022, les exportations de pétrole de l'Angola ont avoisiné 391,92 millions de barils (négociés au prix moyen de 101 USD), principalement à destination de la Chine (53,6 %), l'Inde (9,5 %), la France (5,7 %), les Pays-Bas (5,2 %) et l'Espagne (4,5 %). L'Angola a par ailleurs exporté au quatrième trimestre environ 1,07 million de tonnes de gaz butane, de GNL, de propane et de condensat, pour une valeur d'environ 1,49 Mds USD.

Mise hors service du champ pétrolier de Dalia dans le bloc en mer 17

Total Energies va suspendre ses opérations sur le champ pétrolier Dalia du bloc 17 pour effectuer des opérations de maintenance. Les travaux vont durer 35 jours et diminueront la production pétrolière du groupe en Angola. L'entreprise a précisé que la maintenance comprendra des inspections d'équipements, de lignes sous-

marines et de travaux relatifs aux torches. Le champ produit plus de 200 000 barils par jour et selon les prévisions de Total Energies, seules 30 cargaisons de brut seront expédiées sur la période. Il pourrait également ne pas y avoir de cargaison Dalia destinées à l'exportation en mars, la production devant être arrêtée pour terminer les travaux. Une réduction de l'offre qui interviendra dans un contexte géopolitique tendu, marqué par l'entrée en vigueur des sanctions de l'Union européenne interdisant l'importation par la mer, des produits pétroliers raffinés russes.

Le gouvernement angolais s'est engagé à utiliser 77% des énergies renouvelables d'ici 2025

Durant la semaine de la durabilité qui avait lieu à Abou Dhabi en janvier, le président Joao Lourenço a déclaré que le pays s'engageait à utiliser 77% d'énergies renouvelables d'ici 2025. L'évolution du mix énergétique national passera par la mise en service de la centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça d'une capacité de 2,3 GW. Un projet de centrale solaire à Lubango devrait également être finalisé en 2023 à travers un partenariat entre Total Eren et Angola Environment Technology. La capacité solaire du pays devrait également augmenter avec la promesse d'investissement de Masdar, entreprise émiratie, qui prévoit d'investir 2 GW d'énergie solaire dans le pays. Pour rappel, bien que son mix énergétique soit majoritairement décarboné, l'Angola reste le troisième plus grand producteur de pétrole du continent africain.

Mozambique

L'inflation baisse pour le quatrième mois consécutif

Selon l'Instituto Nacional de Estatística (INE), l'inflation annuelle a atteint 10,91% au mois de décembre, son plus bas niveau depuis le pic de 12,96% enregistré en août 2022. Les sous-secteurs des produits alimentaires (+14,3 %, soit une contribution positive de 6,6 points) et des transports (+19,3% soit +2,8 points) sont ceux qui ont le plus contribué à cette hausse.

Malgré les deux hausses du taux directeur annoncées en mars (+200 pb) et septembre (+200 pb) par la Banque centrale (MIMO), l'inflation s'est maintenue à deux chiffres. Cette inflation élevée et persistante est le fruit de facteurs à la fois internes et externes. Sur le plan externe, on peut citer l'augmentation du prix des matières premières due à la guerre en Ukraine (notamment la hausse des prix du carburants - +30% sur les prix du diesel depuis le mois de mars) et celle du prix des produits alimentaires importés d'Afrique du Sud. Au niveau national, l'augmentation de 20% du salaire des fonctionnaires à partir d'octobre 2022, anticipée par les marchés depuis le mois d'avril, a également eu un impact important. A noter également les changements méthodologiques intervenus dans le calcul de l'indice de l'inflation par l'INE (intégration de cinq provinces supplémentaires, dont la population plus rurale à davantage souffert de la hausse des prix). Les risques et les incertitudes associés aux projections d'inflation demeurent élevés en 2023 et seront exacerbés par le ralentissement économique anticipé au niveau mondial, malgré la diminution de la TVA au 1^{er} janvier 2023 de 17 à 16%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international